

de bœuf possible. Nous avons l'espérance d'augmenter le revenu de notre ferme en nous livrant à l'élevage de ces animaux. Mais cela arrache le cœur d'un homme qui place son capital durement gagné dans une industrie qui produit ce qu'exige le marché, de trouver quelque gros intérêt qui intervient et qui prend le meilleur du bénéfice.

Voilà ce qui est arrivé au sujet des tarifs de transport. La taxe de l'embargo de notre bétail serait certes de nature à donner un grand élan à l'élevage au Canada, mais les tarifs des compagnies de navigation maritime sont trop élevés; ils absorbent les profits légitimes des cultivateurs. Le Gouvernement devrait prendre des mesures pour établir et maintenir des tarifs plus bas. Je remarque que le ministre de l'agriculture (l'hon. M. Motherwell) est à son siège. En consultant le compte rendu des débats, je relève le passage qui suit:

Si je soulève cette question maintenant, c'est qu'on a fait toutes sortes d'insinuations au sujet de cette affaire. En réalité, l'honorable député de Portage-la-Prairie (M. Leader) ne s'est pas gêné pour donner à entendre que le département de l'Agriculture avait commis une lourde faute à ce propos.

Je l'ai dit et je crois être en état de le prouver. Le ministre de l'Agriculture a affirmé qu'il avait pris des renseignements auprès de sir Henry Thornton et qu'on lui avait assuré qu'il faudrait déboursier au moins \$32,000 par navire, afin de les aménager pour le transport du bétail outre-mer. Je citerai maintenant un extrait de l'article du *Free Press* du 17 courant:

Mais, si M. Motherwell avait ce renseignement, comment se fait-il que son sous-ministre à la date du 13 décembre 1922... fit cette assertion aux membres de l'union des éleveurs de l'ouest canadien...

Qui se réunirent à Brandon l'hiver dernier.

...Le Canada possède un certain nombre de navires et j'ai essayé de décider le département à mettre quelques-uns de ces navires à la disposition des éleveurs. J'ose espérer que le Gouvernement va prendre une décision. Ces navires ne sont pas très gros et leur navigabilité n'est pas des meilleurs; cependant, on pourrait les utiliser pour le trafic du printemps et de l'automne.

L'hon. M. MOTHERWELL: Le docteur Grisdale, mon sous-ministre, a fait l'assertion qu'on lui attribue au mois de décembre, avant l'entrée en fonction de sir Henry Thornton. Et ce dernier m'a donné les renseignements en mars. Voilà toute la différence.

M. LEADER: Le département avait mis à l'étude, c'est évident, la question d'aménager les navires de la marine marchande du Canada pour faire ce trafic. Je le répète, m'est avis que je suis en mesure d'établir ce que j'ai dit à ce sujet.

L'hon. M. MOTHERWELL: Je ne crois pas que l'honorable député soutienne cela très sérieusement; c'était une manière de s'en tirer.

M. LEADER: Je pourrais faire remarquer que ces pauvres bêtes elles-mêmes n'aimeraient pas l'attitude du gouvernement, car le premier bœuf qui est débarqué de d'autre côté a renversé le représentant du gouvernement.

L'hon. M. MOTHERWELL: Il avait peut-être "fêté" un peu auparavant.

M. LEADER: J'ai eu l'occasion de lire une lettre écrite par le président de l'union des fermiers écossais—un monsieur Elliott, si j'ai bonne mémoire,—dans laquelle il déclare qu'une somme de 160 millions a été déboursée l'année dernière pour l'importation de bétail irlandais. Or, m'est avis que le Canada pourrait fort bien obtenir une partie de ce trafic.

M. PUTNAM: Je ne vois pas de différence appréciable entre l'assertion du docteur Grisdale et celle du ministre de l'Agriculture.

M. LEADER: La seule différence, c'est que le sous-ministre a essayé de persuader le Gouvernement à venir jusqu'au mois de décembre dernier, de sorte que nos gouvernants étaient assurément au fait que nous avions besoin de navires pour le transport de notre bétail. Le sous-ministre a fait tout ce qu'il a pu pour décider le Gouvernement à préparer des navires de la marine marchande du Canada afin de répondre aux besoins de ce trafic dès l'ouverture de la navigation.

M. PUTNAM: Et le ministre a déclaré que ces navires pourraient être utilisés pour ce service; mais il s'est rendu compte que cela entraînerait des frais considérables.

L'honorable M. MOTHERWELL: Mon honorable ami (M. Leader) aurait-il l'obligeance de nous dire en quoi j'ai manqué à mon devoir en toute cette affaire? Je sais qu'il ne désire nullement se montrer injuste à mon égard.

M. LEADER: Je ne voudrais pas manquer d'égards au ministre de l'Agriculture, car je professe la plus grande admiration pour lui. J'incline à croire, toutefois, qu'il a cédé à la tentation de faire de la politique à propos de cette question. D'après les déclarations qu'il a fait consigner dans les colonnes du *hansard*, je me rends compte qu'il attribue à la publicité qui s'est fait touchant le nombre des bestiaux qui devaient être transportés outre-mer la hausse des taux de transport. Or, s'il est quelqu'un qui a annoncé la chose, c'est bien M. Duncan Marshall, le représentant du Gouvernement qui s'est rendu en Angleterre où